

Synopsis :

# Nord-Kivu, 15 ans de guerre

Reportage photographique de  
**Samuel TURPIN**

RDC - République Démocratique du Congo  
2004 / 2008

**Depuis 15 ans, les régions des Kivus, frontières entre le Burundi, le Rwanda et la République Démocratique du Congo, ne quittent pas l'actualité. Comme une plaie qui ne cicatrise pas. Le conflit a débuté au lendemain de la victoire du Front Patriotique Rwandais FPR, de Paul Kagamé qui mettait fin au génocide rwandais en 1994. Les guerres successives auraient fait entre 3 et 5 millions de victimes directes, ou indirectes, malgré la présence de 17 000 casques bleus. Sur fond de rivalités ethniques et revendications territoriales, les véritables raisons se trouvent dans l'exploitation des nombreuses ressources minières de la région.**

1994. L'attentat contre le président rwandais Habyarimana donne le signal du génocide Tutsi par les extrémistes Hutus. Après 5 mois de combats, les troupes du Front Patriotique Rwandais renversent le pouvoir. Une grande partie de la population Hutu se réfugie alors dans le Zaïre voisin, dans les collines des Kivus qui forment la frontière. Parmi eux, des milices interahamwes à la tête du génocide, et les soldats de l'ancienne armée régulière.

Le nouveau pouvoir de Kigali, emmené par Paul Kagamé, n'hésite pas à violer les frontières et poursuivre ces milices responsables du génocide sur le sol congolais, invoquant la menace qu'elles représentent toujours pour la sécurité de son pays, et pour les traduire en justice. La première guerre mondiale africaine commence et durera deux ans. Six nations africaines soutiennent des groupes armés différents, avec pour objectif principal de contrôler les grands sites miniers de l'Est et du centre du Zaïre. Plus de 10 millions de personnes fuient les combats et se retrouvent déplacés dans leur propre pays. Kigali soutient en parallèle une rébellion congolaise, emmenée par Laurent Désiré Kabila, qui aboutira à la chute du pouvoir de Mobutu, en place depuis plus de 30 ans. Le Zaïre devient la République Démocratique du Congo.

Fin de la première guerre. Début de la seconde. Kigali réclame sa dette de guerre, et s'approprie notamment l'exploitation des ressources minières des Kivus. L.D Kabila se retourne et décide de s'affranchir de la tutelle qui l'a portée au pouvoir. Il entame une seconde guerre. Il lui faut pour cela trouver de nouveaux alliés. Il trouvera le soutien de l'Angola et des anciens génocidaires Hutus rwandais, reformés dans un mouvement politico-militaire, les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR).

La seconde guerre, celle de la reconquête du pays, durera quatre ans et prendra officiellement fin en 2002, par les accords de Sun City. Kinshasa s'engage de son côté à désarmer les FDLR. Le Rwanda et tous les autres pays impliqués, sous la pression internationale qui les menace de sanctions économiques, acceptent alors de retirer leurs troupes et de cesser le pillage des ressources minières.

Car l'enjeu est aussi -voire exclusivement- celui-là. Dès 2001, les rapports des experts des Nations Unies mettent en évidence que les origines du conflit ont principalement pour objet « *l'accès, le contrôle et le commerce des principales ressources minières: diamants, cuivre, cobalt, or, mais surtout coltan et cassitérite* ». Deux minerais utilisés dans les circuits électroniques des ordinateurs et téléphones portables, qui ont connu un essor du marché considérable ces dix dernières années. Et que « *l'exploitation systématique des ressources naturelles par des armées étrangères a créé une situation dans laquelle tous les belligérants sont gagnants* ». Y compris les officiers de l'armée régulière qui n'hésitent pas à exploiter les populations congolaises qu'ils sont censés protéger. En juillet 2006, l'ONG internationale Global Witness confirme que « *le pillage des ressources naturelles du pays par l'État et les individus puissants dont il se compose, ainsi que par des groupes rebelles, continue* » et que « *ce pillage s'était intensifié au fur et à mesure qu'approchait la fin du mandat du gouvernement de transition politique.* »

Sept ans plus tard, le processus n'a toujours pas trouvé solution. Kinshasa invoque des difficultés militaires, tandis que Kigali l'accuse de protéger « ses alliés », rappelant que les FDLR représentent toujours une véritable menace de sécurité pour sa stabilité, et que ces responsables doivent être traduits en justice pour leur participation au génocide de 1994. Le conflit se déroule maintenant par groupes armés interposés. Kigali a soutenu jusqu'en 2008 le CNDP de Laurent Nkunda, qui se battait officiellement pour la sécurité des Tutsis nés au Congo. En réalité, Nkunda servait de tête de pont au Rwanda pour continuer l'exploitation des ressources minières de la région. Il ira jusqu'à défier toute l'armée congolaise et les casques bleus impuissants de la MONUC (Mission des Nations Unies au Congo) en novembre 2008, en s'arrêtant aux portes de Goma, capitale provinciale du Nord-Kivu. En moins d'une année, plus d'un million de personnes auraient été déplacées, selon la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), plus de 3500 femmes auraient été violées, des exécutions de masse auraient été perpétrées, et les conditions humanitaires sont devenues catastrophiques. Devenu de plus en plus incontrôlable, et ternissant l'image du pouvoir de Paul Kagamé, le Rwanda décidera de l'arrestation de Nkunda, en soulignant au passage l'incapacité de Kinshasa à régler ses affaires « internes ». Le Rwanda n'a pourtant toujours pas remis Nkunda à la Justice congolaise...

La guerre continue aujourd'hui. Les opérations conjointes pour mettre fin au mouvement FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), menées par la nouvelle entente entre le Rwanda et la RDC, n'ont pas les résultats escomptés. Les combats continuent d'avoir des conséquences désastreuses pour les populations, selon l'ONG Human Rights Watch.

Les FDLR, en réponse à la trahison du jeu politique de Kinshasa, se vengent sur les populations civiles, en particulier les femmes, et les utilisent comme bouclier humain, comme esclaves ou porteurs. Et les plus jeunes continuent d'être enrôlés de force.

**Une théorie du chaos. Un chaos qui a construit sa géométrie et qui a besoin d'être entretenu.**

Ces photographies témoignent d'un conflit méconnu, bien que ce soit le plus meurtrier de ces dernières décennies sur le continent africain. Le conflit est dans toutes les chairs. Les manipulations politiques sont dans toutes les têtes, et la méfiance dans tous les regards.

**« Nous sommes sacrifiés pour des intérêts économiques. Pour qu'on puisse fabriquer des bijoux et des téléphones portables ! »**